



Nº 88-001-X au catalogue

Statistique des sciences

Édition décembre 2007



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.ca ou par téléphone entre 8h30 et 16h30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements **1-800-263-1136**

Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants **1-800-363-7629**

Télécopieur **1-877-287-4369**

Renseignements concernant le Programme des services de dépôt **1-800-635-7943**

Télécopieur pour le Programme des services de dépôt **1-800-565-7757**

Centre de renseignements de Statistique Canada : 1-613-951-8116

Télécopieur **1-613-951-0581**

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 88-001-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Publications.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de *service à la clientèle* qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle.

Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.ca sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada

Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique

Statistique des sciences

Édition décembre 2007

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2007

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Décembre 2007

Nº 88-001-X au catalogue, vol. 31, nº 7

ISSN 1708-6566

Périodicité : irrégulière

Ottawa

This publication is available in English upon request (catalogue no. 88-001-X).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Informations pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Table des matières

Faits saillants	5
Analyse	6
Produits connexes	8
Tableaux statistiques	
1 Dépenses de l'administration fédérale en activités scientifiques et technologiques et ses composantes	11
1-1 En dollars courants et en dollars constants de 1997	11
1-2 Selon le taux de croissance	11
2 Estimations des dépenses de l'administration fédérale en activités scientifiques et technologiques pour les principaux ministères et organismes, 2007-2008	12
3 Dépenses de l'administration fédérale en activités scientifiques et technologiques	12
3-1 Selon l'activité	12
3-2 Selon le type de science et le secteur d'exécution	13
3-3 Selon les principaux ministères et organismes	14
3-4 Classées par objectifs socio-économiques	15
4 Dépenses de l'administration fédérale en recherche et développement	16
4-1 Selon le type de science et le secteur d'exécution	16
4-2 Selon les principaux ministères et organismes	17
4-3 Classées par objectifs socio-économiques	18
5 Dépenses de l'administration fédérale en activités scientifiques connexes	18
5-1 Selon le type de science et le secteur d'exécution	18
5-2 Selon les principaux ministères et organismes	19
6 Dépenses intra-muros de l'administration fédérale en activités scientifiques et technologiques	19
6-1 Selon l'activité	19
6-2 Selon les principaux ministères et organismes	20
7 Dépenses intra-muros de l'administration fédérale en recherche et développement selon les principaux ministères et organismes	21

Table des matières – suite

Qualité des données, concepts et méthodologie

Méthodologie	22
Définitions	25

Faits saillants

Dépenses de l'administration fédérale au titre des activités scientifiques, 2007-2008 (perspectives)

- Les dépenses de l'administration fédérale pour les activités scientifiques et technologiques devraient atteindre 9,5 milliards de dollars pour l'année financière 2007-2008, après avoir franchi le cap des 9 milliards de dollars en 2005-2006. La recherche et le développement seront les principaux bénéficiaires de cet investissement fédéral. (Tableau 3-1)
- Une enquête portant sur les activités scientifiques et technologiques des ministères et organismes fédéraux montre que les dépenses prévues en recherche et développement devraient s'établir à 6,1 milliards de dollars en 2007-2008. Les fonds alloués aux activités scientifiques connexes, telles que la collecte de données scientifiques et générales ainsi que les services d'information, s'élèveront à 3,5 milliards de dollars. (Tableau 3-1)
- Par conséquent, la science et la technologie représenteront environ 4,5 % du budget total de l'administration fédérale en 2007-2008, comparativement à 5,1 % deux ans plus tôt. (Tableau 1-1)
- Les dépenses fédérales en science et technologie diminueront légèrement en 2007-2008, passant de 9,7 milliards de dollars en 2006-2007 à 9,5 milliards de dollars. Cette baisse touchera les activités scientifiques connexes. Toutefois, selon les indications, les dépenses en recherche et développement devraient se maintenir. (Tableau 3-1)
- En 2007-2008, près de la moitié (48 %) de l'investissement fédéral en science et technologie portera sur des activités menées à l'extérieur de l'administration fédérale, la majorité (80 %) de ce financement étant affecté aux sciences naturelles et au génie. (Tableau 3-2)
- Le secteur de l'enseignement supérieur recevra 2,9 milliards de dollars et les entreprises commerciales canadiennes, 1,1 milliard de dollars pour financer cette année des activités scientifiques et technologiques. (Tableau 3-2)
- Le secteur de l'enseignement supérieur obtiendra 2,6 milliards de dollars pour la recherche et le développement, alors que les ministères et organismes fédéraux pourront y consacrer 2,3 milliards de dollars. (Tableau 4-1)
- Les intentions en matière de financement fédéral direct des activités de recherche et développement menées par les entreprises commerciales canadiennes enregistrent un léger recul, passant de 791 millions de dollars en 2005-2006 à 733 millions de dollars en 2007-2008. (Tableau 4-1)

Analyse

Dépenses de l'administration fédérale au titre des activités scientifiques, 2007-2008 (perspectives)

Ce bulletin fournit des renseignements statistiques récents sur l'exécution et les sources de financement des dépenses de l'administration fédérale au titre des activités scientifiques, 2007-2008. Les statistiques présentées proviennent d'une enquête sur les activités scientifiques et technologiques (S-T) des ministères et organismes fédéraux. Les données de cette publication sont conformes aux dépenses des ministères et organismes publiées dans le Budget principal des dépenses 2007-2008, mais ne tiennent pas compte des modifications des plans de dépenses 2007-2008 qui pourraient découler du Budget supplémentaire des dépenses ou d'autres décisions ministérielles de planification.

Entre 1995-1996 et 2007-2008, les dépenses fédérales en science et technologie en pourcentage du budget total ont atteint un sommet en 2005-2006 à 5,1 % et les intentions indiquent que le financement de la S-T a amorcé une baisse, même s'il restera beaucoup plus élevé que son niveau de 3,5 % enregistré en 1995-1996 (tableau 1-1).

L'investissement fédéral en recherche-développement (R-D) s'est établi à 3,3 % du budget fédéral total en 2005-2006, avec des indications d'une diminution en 2007-2008 (2,9 %), ce qui est là encore supérieur au niveau de 2,1 % observé en 1995-1996 (tableau 1-1).

Les activités scientifiques connexes (ASC), telles que la collecte de données scientifiques et générales, ont connu en 2001-2002 un sommet de leurs dépenses fédérales spécifiques en pourcentage du budget fédéral, à 1,9 %. Les intentions de dépenses fédérales en S-T indiquent une contraction des dépenses en ASC en 2007-2008 (tableau 1-1).

En dollars constants de 1997, les dépenses fédérales en S-T ont atteint un niveau record en 2005-2006 et les intentions indiquent qu'elles pourraient avoir atteint un plafond. Les dépenses fédérales en S-T ont connu une forte hausse de 2000-2001 à 2001-2002 qui s'explique en partie par la mise en oeuvre des chaires de recherche du Canada. (Tableau 1-1)

Les principaux ministères et organismes fédéraux qui investiront en 2007-2008 dans des activités de S-T comprendront les trois conseils de financement : le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (905 millions de dollars), les Instituts de recherche en santé du Canada (876 millions de dollars) et le Conseil de recherches en sciences humaines (622 millions de dollars) (tableau 3-3).

Quatre principaux ministères et organismes effectueront des dépenses en S-T : le Conseil national de recherches (757 millions de dollars), Statistique Canada (641 millions de dollars), Environnement Canada (581 millions de dollars) et Ressources naturelles Canada (573 millions de dollars) (tableau 3-4).

Les objectifs socio-économiques de l'investissement fédéral en S-T diffèrent selon qu'il s'agisse de dépenses faites par des ministères ou des organismes fédéraux (dépenses intra-muros) ou d'un financement d'activités S-T réalisées par des organismes non fédéraux (dépenses extra-muros). Selon le niveau d'investissement, le principal objectif socio-économique intra-muros en 2005-2006 était celui des structures et des relations sociales, pour lequel 1,0 milliard de dollars a été consacré, alors que celui de la protection et de l'amélioration de la santé publique a entraîné des dépenses en S-T extra-muros de 1,2 milliard de dollars (tableau 3-4).

Lorsqu'on examine les dépenses en R-D par objectif socio-économique, près de 15 % ou 336 millions de dollars des 2,3 milliards de dollars de dépenses en R-D intra-muros fédérales ont été consacrés à l'agriculture en 2005-2006, suivie de la défense, avec 245 millions de dollars. Par ailleurs, les dépenses en R-D extra-muros ont porté sur la protection et l'amélioration de la santé publique (30 % ou 1,1 milliard de dollars) ainsi que sur la production et la technologie industrielles (24 % ou 884 millions de dollars) (tableau 4-3).

Les principaux ministères ou organismes fédéraux qui effectueront de la R-D en 2007-2008 restent le Conseil national de recherches (544 millions de dollars), Agriculture et Agroalimentaire Canada (307 millions de dollars), Défense nationale (238 millions de dollars), Ressources naturelles Canada (229 millions de dollars) et Environnement Canada (183 millions de dollars) (tableau 7).

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

88-202-X	Recherche et développement industriels : perspective
88-204-X	Activités scientifiques fédérales
88-522-X	Activités et incidences des sciences et de la technologie : cadre conceptuel pour un système d'information statistique
88F0006X	Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique - Documents de travail
88F0006X2001005	Répartition du personnel et des dépenses fédérales dans le domaine des sciences et de la technologie selon la province, 1990-1991 à 1998-1999
88F0006X2002008	Répartition du personnel et des dépenses fédérales dans le domaine des sciences et de la technologie selon la province, 1991-1992 à 1999-2000
88F0006X2003008	Répartition du personnel et des dépenses fédérales dans le domaine des sciences et de la technologie selon la province, 1994-1995 à 2000-2001
88F0006X2004005	Répartition du personnel et des dépenses fédérales dans le domaine des sciences et de la technologie selon la province, 1995-1996 à 2001-2002
88F0006X2005002	Répartition du personnel et des dépenses fédérales dans le domaine des sciences et de la technologie selon la province, 1996-1997 à 2002-2003
88F0006X2005019	Estimation des dépenses au titre de la recherche et du développement dans le secteur de l'enseignement supérieur, 2003-2004
88F0017M	Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique - Documents de recherche

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

88F0017M1999006	Diffusion des biotechnologies au Canada : résultats de l'Enquête sur l'utilisation de la biotechnologie par les industries canadiennes
88F0017M2000008	Comment expliquer la croissance rapide parmi les entreprises canadiennes de biotechnologie?
88F0017M2001009	Indicateurs comparables au niveau international pour la biotechnologie : inventaire, proposition de travail et documents d'appui

88F0017M2001010	Analyse de l'Enquête sur l'innovation, les technologies et pratiques de pointe dans l'industrie de la construction et les industries connexes, 1999
88F0017M2001011	Capacité d'innover, innovations et répercussions : le secteur canadien des services de génie
88F0017M2001012	Modèles d'utilisation des technologies de fabrication de pointe (TFP) dans l'industrie canadienne de la fabrication : résultats de l'enquête de 1998

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

358-0001	Dépenses intérieures brutes en recherche et développement, selon le type de science et selon le secteur de financement et le secteur d'exécution, annuel
358-0024	Caractéristiques au titre de la recherche et développement dans les entreprises commerciales (DIRDE), selon le groupe d'industries basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel
358-0026	Gestion de la propriété intellectuelle, selon les indicateurs des ministères et organismes du gouvernement fédéral, annuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

4201	Recherche et développement dans l'industrie canadienne
4204	Recherche et développement des organismes privés sans but lucratif au Canada
4208	Organismes provinciaux de recherche (OPR)
4209	Activités du gouvernement provincial dans les sciences naturelles
4212	Dépenses et main d'oeuvre scientifiques fédérales, activités dans les sciences sociales et les sciences naturelles

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

-
- *Recherche et développement exécuté par les entreprises commerciales*
 - *Dépenses intérieures en recherche et développement (DIRD), selon le secteur de financement, par province*
 - *Dépenses intérieures en recherche et développement (DIRD), selon le secteur d'exécution, par province*
 - *Dépenses intérieures en recherche et développement (DIRD)*

Tableaux statistiques

Tableau 1-1

Dépenses de l'administration fédérale en activités scientifiques et technologiques et ses composantes — En dollars courants et en dollars constants de 1997

	Dollars courants				Indice du produit intérieur brut	Dollars constants de 1997			
	Science et technologie					Science et technologie			
	Budget ¹ des dépenses principal	Total en science et technologie	Recherche et développement	Activités scientifiques connexes		Budget ¹ des dépenses principal	Total en science et technologie	Recherche et développement	Activités scientifiques connexes
	millions de dollars				indice = 1997	millions de dollars			
1995-1996	164 191	5 693	3 465	2 228	97,2	168 921	5 857	3 565	2 292
1996-1997	156 985	5 694	3 391	2 303	98,8	158 892	5 763	3 432	2 331
1997-1998	149 555	5 509	3 379	2 130	100,0	149 555	5 509	3 379	2 130
1998-1999	145 457	5 802	3 578	2 224	99,6	146 041	5 825	3 592	2 233
1999-2000	151 559	6 252	3 890	2 362	101,3	149 614	6 172	3 840	2 332
2000-2001	156 157	6 707	4 150	2 557	105,5	148 016	6 357	3 934	2 424
2001-2002	165 234	8 169	4 989	3 180	106,7	154 858	7 656	4 676	2 980
2002-2003	170 367	8 014	4 927	3 087	107,8	158 040	7 434	4 571	2 864
2003-2004	175 937	8 765	5 462	3 303	111,3	158 075	7 875	4 907	2 968
2004-2005 r	183 290	8 934	5 454	3 480	114,7	159 799	7 789	4 755	3 034
2005-2006 r	185 863	9 449	6 042	3 407	118,3	157 112	7 987	5 107	2 880
2006-2007 r	198 595	9 662	6 062	3 600	121,0	164 128	7 985	5 010	2 975
2007-2008 p	210 311	9 533	6 066	3 467

1. Partie 1, Plan de dépenses du gouvernement, Budget des dépenses.

Tableau 1-2

Dépenses de l'administration fédérale en activités scientifiques et technologiques et ses composantes — Selon le taux de croissance

	Science et technologie		Recherche et développement		Activités scientifiques connexes	
	dollars constants de 1997	dollars courants	dollars constants de 1997	dollars courants	dollars constants de 1997	dollars courants
	pourcentage					
1996	-1,6	0,0	-3,7	-2,1	1,7	3,4
1997	-4,4	-3,2	-1,5	-0,4	-8,6	-7,5
1998	5,7	5,3	6,3	5,9	4,8	4,4
1999	5,9	7,8	6,9	8,7	4,4	6,2
2000	3,0	7,3	2,4	6,7	3,9	8,3
2001	20,4	21,8	18,9	20,2	22,9	24,4
2002	-2,9	-1,9	-2,2	-1,2	-3,9	-2,9
2003	5,9	9,4	7,4	10,9	3,6	7,0
2004 r	-1,1	1,9	-3,1	-0,1	2,2	5,4
2005 r	2,5	5,8	7,4	10,8	-5,1	-2,1
2006 r	0,0	2,3	-1,9	0,3	3,3	5,7
2007 p	..	-1,3	..	0,1	..	-3,7

Tableau 2
Estimations des dépenses de l'administration fédérale en activités scientifiques et technologiques pour les principaux ministères et organismes, 2007-2008

	Sources des dépenses scientifiques					
	Total estimatif des dépenses scientifiques	Sources externes	Autres		Sources budgétaires	
			coût en science et technologie			
			Coûts indirects non-budgétaires		Autres ¹ organismes fédéraux	
Ministère						
millions de dollars						
Agence spatiale canadienne	373	0	5	-6	374	
Agriculture et agroalimentaire Canada	364	0	16	-3	351	
Conseil national de recherches	757	21	23	40	673	
Défense nationale	427	5	11	-18	429	
Énergie atomique du Canada Ltée	171	21	0	0	150	
Environnement Canada	580	67	35	26	452	
Industrie Canada	417	0	14	-1	404	
Pêches et Océans Canada	270	14	16	8	232	
Ressources naturelles Canada	573	8	27	-29	567	
Santé Canada	349	29	27	2	291	
Statistique Canada	641	33	57	97	454	

1. Montant négatif indiquant un transfert net du budget pour les sciences et la technologie.

Tableau 3-1
Dépenses de l'administration fédérale en activités scientifiques et technologiques — Selon l'activité

	2003-2004	2004-2005 ^r	2005-2006 ^r	2006-2007 ^r	2007-2008 ^p
millions de dollars					
Science et technologie	8 765	8 934	9 449	9 662	9 534
Recherche et développement	5 462	5 454	6 042	6 062	6 067
Dépenses courantes	5 033	5 033	5 611	5 633	5 635
Administration des programmes extra-muros	257	269	285	281	296
Dépenses en immobilisations	172	152	146	149	136
Activités scientifiques connexes	3 303	3 480	3 407	3 600	3 467
Collecte de données	1 618	1 702	1 715	1 770	1 603
Services de renseignements	663	679	676	756	803
Études et services spéciaux	615	666	627	662	658
Aide à l'éducation	206	230	259	272	266
Administration des programmes extra-muros	56	58	59	63	65
Dépenses en immobilisations	145	146	70	78	73

Note(s) : En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas toujours à l'addition de leurs composantes.

Tableau 3-2
Dépenses de l'administration fédérale en activités scientifiques et technologiques — Selon le type de science et le secteur d'exécution¹

	2003-2004	2004-2005 ^r	2005-2006 ^r	2006-2007 ^r	2007-2008 ^p
	millions de dollars				
Sciences totales	8 765	8 934	9 449	9 662	9 534
Intra-muros	4 579	4 685	5 024	5 062	4 973
Entreprises commerciales canadiennes	1 039	979	1 044	1 042	1 061
Enseignement supérieur	2 255	2 396	2 698	2 851	2 870
Institutions sans but lucratif	514	444	307	256	252
Administrations provinciales et municipales	32	22	19	50	25
Exécutants étrangers	288	358	306	360	309
Autres exécutants	57	51	51	41	43
Sciences naturelles	6 723	6 780	7 171	7 151	7 246
Intra-muros	3 277	3 341	3 618	3 497	3 601
Entreprises commerciales canadiennes	998	942	1 010	998	1 019
Enseignement supérieur	1 761	1 848	2 097	2 182	2 210
Institutions sans but lucratif	459 ²	397 ⁴	248	219	206
Administrations provinciales et municipales	27	20	17	46	23
Exécutants étrangers	168	202	147	182	160
Autres exécutants	33	31	34	27	28
Sciences sociales	2 042	2 155	2 279	2 511	2 288
Intra-muros	1 302	1 344	1 406	1 565	1 373
Entreprises commerciales canadiennes	41	37	34	44	42
Enseignement supérieur	494 ³	549 ³	601 ⁵	669 ⁶	661 ⁷
Institutions sans but lucratif	55	47	59	37	46
Administrations provinciales et municipales	5	2	2	3	2
Exécutants étrangers	120	156	159	178	150
Autres exécutants	24	21	18	15	15

- Dépenses déclarées selon la source de financement, en l'occurrence l'administration fédérale, et non par l'exécutant.
 - Comprend 50 millions de dollars pour la Fondation canadienne des sciences du climat et de l'atmosphère et 125 millions de dollars pour les Fonds d'appui technologique au développement durable financés par Environnement Canada.
 - Comprend 225 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
 - Comprend 100 millions de dollars pour les Fonds d'appui technologique au développement durable financés par Environnement Canada.
 - Comprend 245 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
 - Comprend 260 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
 - Comprend 300 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
- Note(s)** : En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas toujours à l'addition de leurs composantes.

Tableau 3-3
Dépenses de l'administration fédérale en activités scientifiques et technologiques — Selon les principaux¹ ministères et organismes

	2003-2004	2004-2005 ^r	2005-2006 ^r	2006-2007 ^r	2007-2008 ^p
	millions de dollars				
Total	8 765	8 934	9 449	9 662	9 534
Affaires étrangères et commerce international Canada	45	31	68	59	53
Agence canadienne de développement international	366	415	346	441	404
Agence canadienne d'inspection des aliments	47	46	53	51	51
Agence de promotion économique du Canada atlantique	63	101	63	88	88
Agence de santé publique du Canada	...	61	62	65	71
Agence Parcs Canada	103	109	79	78	78
Agence spatiale canadienne	269	276	281	327	373
Agriculture et agro-alimentaire Canada	334	340	354	392 ⁵	364
Banque du Canada	69	68	70	74	77
Bibliothèque et archives Canada	...	83	100	94	94
Centre de recherches pour le développement international	89	108	118	127	140
Conseil de recherches en sciences humaines	460 ³	523 ³	574 ⁴	631 ⁶	622 ⁷
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	732	808	864	909	905
Conseil du trésor	44	32	41	50	52
Conseil national de recherches du Canada	778	793	824	774	757
Défense nationale	403	430	434	439	427
Développement économique Canada (régions du Québec)	32	51	75	74	61
Énergie atomique du Canada limitée	179	148	182	128	171
Environnement Canada ²	776	675	696	605	581
Fondation canadienne pour l'innovation	365	271	437	412	442
Génome Canada	86	85	92	88	106
Industrie Canada	434	426	579	453	417
Instituts de recherche en santé du Canada	693	759	808	871	876
Musée canadien de la nature	31	30	34	63	88
Musée canadien des civilisations	127	127	80	83	83
Musée des beaux-arts du Canada	54	59	62	60	59
Musée des sciences et de la technologie Canada	34	44	33	32	36
Pêches et Océans Canada	283	291	292	272	270
Ressources naturelles Canada	651	632	542	530	573
Santé Canada	332	284	291	330	349
Société canadienne d'hypothèques et de logement	31	33	34	34	37
Statistique Canada	581	610	703	842	641
Total des principaux ministères	8 491	8 749	9 271	9 476	9 346
Autres	274	185	178	186	187

1. Représentent les ministères et organismes qui ont les dépenses les plus élevées durant les trois dernières années.
 2. Les ressources d'Environnement Canada incluent une importante subvention et contribution sous forme d'initiative à l'extérieur du ministère ce qui n'a pas pour autant augmenté leurs dépenses (60 millions de dollars pour les sciences du climat et de l'atmosphère en 1999-2000, 50 millions de dollars pour les Fonds d'appui technologique au développement durable en 2001-2002, 50 millions de dollars pour la Fondation canadienne des sciences du climat et de l'atmosphère, 125 millions de dollars pour les Fonds d'appui technologique au développement durable en 2003-2004 et 100 millions de dollars pour les Fonds d'appui technologique au développement durable en 2004-2005).
 3. Comprend 225 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
 4. Comprend 245 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
 5. Comprend 30 millions de dollars pour les fonds de développement agricole.
 6. Comprend 260 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
 7. Comprend 300 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
- Note(s) :** En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas toujours à l'addition de leurs composantes.

Tableau 3-4
Dépenses de l'administration fédérale en activités scientifiques et technologiques — Classées par objectifs socio-économiques

	2003-2004		2004-2005		2005-2006	
	Intra-muros ¹	Extra-muros	Intra-muros ¹	Extra-muros	Intra-muros ¹	Extra-muros
	millions de dollars					
Dépenses totales en science et technologie	4 275	4 188	4 398	4 250	4 721	4 465
Exploration et exploitation du milieu terrestre	382	123	414	98	448	101
Infrastructures et aménagement du territoire						
Transport	112	33	96	34	109	59
Télécommunications	40	29	58	31	57	32
Autres	162	35	145	32	133	34
Pollution et protection de l'environnement	393	313	396	281	470	247
Protection et amélioration de la santé humaine	362	1 006	407	1 051	447	1 186
Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie	249	215	231	186	263	121
Production et technologie agricoles						
Agriculture	396	97	405	89	413	114
Pêcheries	172	26	168	36	168	37
Sylviculture	92	62	92	58	95	56
Production et technologie industrielles	270	810	272	797	296	958
Structures et relations sociales	999	262	1 005	291	1 021	336
Exploration et exploitation de l'espace	135	202	141	194	176	168
Recherches non orientées	275	406	283	458	317	799
Autres recherches civiles	17	1	19	2	26	5
Défense	193	198	233	184	265	156
Autres	26	368	32	429	17	56

1. Excluent les autres coûts non budgétaires (coûts indirects).

Note(s) : En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas toujours à l'addition de leurs composantes.

Tableau 4-1
Dépenses de l'administration fédérale en recherche et développement — Selon le type de science et le secteur d'exécution¹

	2003-2004	2004-2005 ^r	2005-2006 ^r	2006-2007 ^r	2007-2008 ^p
	millions de dollars				
Sciences totales	5 462	5 454	6 042	6 062	6 067
Intra-muros	2 083	2 084	2 414	2 298	2 338
Entreprises commerciales canadiennes	770	704	791	737	733
Enseignement supérieur	2 059	2 173	2 442	2 568	2 590
Institutions sans but lucratif	340	260	206	193	183
Administrations provinciales et municipales	22	15	10	44	19
Exécutants étrangers	144	185	146	196	174
Autres exécutants	43	33	33	27	30
Sciences naturelles	4 860	4 814	5 370	5 346	5 348
Intra-muros	1 964	1 965	2 289	2 173	2 208
Entreprises commerciales canadiennes	766	700	788	734	729
Enseignement supérieur	1 661	1 734	1 974	2 056	2 082
Institutions sans but lucratif	310 ²	242	186	185	174
Administrations provinciales et municipales	18	14	9	41	19
Exécutants étrangers	112	135	100	139	118
Autres exécutants	29	25	23	19	20
Sciences sociales	602	640	672	716	719
Intra-muros	120	118	125	124	131
Entreprises commerciales canadiennes	4	4	3	3	3
Enseignement supérieur	398 ³	439 ³	469 ⁴	512 ⁵	509 ⁶
Institutions sans but lucratif	30	18	20	8	9
Administrations provinciales et municipales	4	2	1	3	0 ^s
Exécutants étrangers	32	50	46	57	56
Autres exécutants	14	9	10	9	10

- Dépenses déclarées selon la source de financement, en l'occurrence l'administration fédérale, et non par l'exécutant.
 - Comprend 50 millions de dollars pour la Fondation canadienne des sciences du climat et de l'atmosphère financée par Environnement Canada.
 - Comprend 225 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
 - Comprend 245 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
 - Comprend 260 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
 - Comprend 300 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
- Note(s)** : En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas toujours à l'addition de leurs composantes.

Tableau 4-2
Dépenses de l'administration fédérale en recherche et développement — Selon les principaux¹ ministères et organismes

	2003-2004	2004-2005 ^r	2005-2006 ^r	2006-2007 ^r	2007-2008 ^p
	millions de dollars				
Total	5 462	5 454	6 042	6 062	6 067
Agence canadienne de développement international	62	85	58	81	66
Agence canadienne d'inspection des aliments	17	15	18	20	22
Agence de promotion économique du Canada atlantique	63	101	63	88	88
Agence de santé publique du Canada	...	35	34	36	36
Agence spatiale canadienne	256	263	267	310	355
Agriculture et agro-alimentaire Canada	252	247	327	364 ⁵	335
Banque du Canada	28	28	26	27	28
Centre de recherches pour le développement international	66	82	89	96	106
Conseil de recherches en sciences humaines	402 ³	444 ³	478 ⁴	522 ⁶	516 ⁷
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	638	706	755	798	789
Conseil national de recherches du Canada	699	691	756	706	688
Défense nationale	282	296	349	355	321
Développement économique Canada (régions du Québec)	28	45	68	68	56
Diversification de l'économie de l'ouest du Canada	25	28	17	8	11
Énergie atomique du Canada limitée	179	148	182	128	171
Environnement Canada ²	264	209	253	220	211
Fondation canadienne pour l'innovation	365	271	437	412	442
Génome Canada	86	85	92	88	106
Industrie Canada	376	327	478	381	338
Instituts de recherche en santé du Canada	687	749	795	856	862
Pêches et Océans Canada	71	74	77	73	73
Ressources naturelles Canada	420	378	281	274	296
Santé Canada	103	56	49	63	61
Statistique Canada	20	21	19	17	20
Total des principaux ministères	5 385	5 382	5 968	5 991	5 996
Autres	77	72	74	71	71

1. Représentent les ministères et organismes qui ont les dépenses les plus élevées durant les trois dernières années.
 2. Les ressources d'Environnement Canada incluent une importante subvention et contribution sous forme d'initiative à l'extérieur du ministère ce qui n'a pas pour autant augmenté leurs dépenses (60 millions de dollars pour les sciences du climat et de l'atmosphère en 1999-2000, 50 millions de dollars pour les Fonds d'appui technologique au développement durable en 2001-2002, 50 millions de dollars pour la Fondation des sciences du climat et de l'atmosphère, 125 millions de dollars pour les fonds d'appui technologique au développement durable en 2003-2004).
 3. Comprend 225 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
 4. Comprend 245 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
 5. Comprend 30 millions de dollars pour les fonds de développement agricole.
 6. Comprend 260 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
 7. Comprend 300 millions de dollars pour les coûts indirects de la recherche universitaire financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
- Note(s) :** En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas toujours à l'addition de leurs composantes.

Tableau 4-3
Dépenses de l'administration fédérale en recherche et développement — Classées par objectifs socio-économiques

	2003-2004		2004-2005		2005-2006	
	Intra-muros ¹	Extra-muros	Intra-muros ¹	Extra-muros	Intra-muros ¹	Extra-muros
	millions de dollars					
Dépenses totales en science et technologie	1 976	3 379	1 983	3 371	2 312	3 649
Exploration et exploitation du milieu terrestre	85	75	98	55	110	78
Infrastructures et aménagement du territoire						
Transport	56	19	53	27	69	48
Télécommunications	35	27	43	30	52	31
Autres	38	31	38	28	49	29
Pollution et protection de l'environnement	178	171	181	155	216	185
Protection et amélioration de la santé humaine	196	960	203	988	210	1 106
Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie	245	210	199	181	229	103
Production et technologie agricoles						
Agriculture	275	86	269	79	336	102
Pêcheries	42	23	44	26	47	25
Sylviculture	72	56	71	49	75	44
Production et technologie industrielles	189	778	174	732	198	884
Structures et relations sociales	60	170	62	189	59	203
Exploration et exploitation de l'espace	121	197	125	190	162	164
Recherches non orientées	206	376	208	428	219	496
Autres recherches civiles	14	1	15	2	23	4
Défense	157	116	191	94	245	93
Autres	6	82	10	119	13	54

1. Excluent les autres coûts non budgétaires (coûts indirects).

Note(s) : En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas toujours à l'addition de leurs composantes.

Tableau 5-1
Dépenses de l'administration fédérale en activités scientifiques connexes — Selon le type de science et le secteur d'exécution¹

	2003-2004	2004-2005	2005-2006 ^f	2006-2007 ^f	2007-2008 ^p
		millions de dollars			
Sciences totales	3 303	3 480	3 407	3 600	3 467
Intra-muros	2 496	2 601	2 610	2 764	2 635
Entreprises commerciales canadiennes	269	275	253	306	329
Enseignement supérieur	196	223	256	283	280
Institutions sans but lucratif	174	184	101	63	69
Administrations provinciales et municipales	10	7	9	6	6
Exécutants étrangers	144	173	160	164	135
Autres exécutants	14	18	19	14	13
Sciences naturelles	1 864	1 965	1 801	1 805	1 897
Intra-muros	1 314	1 376	1 328	1 324	1 393
Entreprises commerciales canadiennes	232	242	221	265	290
Enseignement supérieur	100	114	123	126	128
Institutions sans but lucratif	148 ²	155 ³	62	34	32
Administrations provinciales et municipales	9	6	8	5	5
Exécutants étrangers	56	67	47	43	42
Autres exécutants	4	6	10	8	8
Sciences sociales	1 439	1 515	1 606	1 795	1 570
Intra-muros	1 182	1 225	1 282	1 440	1 242
Entreprises commerciales canadiennes	37	33	31	41	39
Enseignement supérieur	95	109	133	157	152
Institutions sans but lucratif	26	29	39	29	37
Administrations provinciales et municipales	1	1	1	1	1
Exécutants étrangers	87	106	113	121	93
Autres exécutants	10	12	8	6	5

1. Dépenses déclarées selon la source de financement, en l'occurrence l'administration fédérale, et non par l'exécutant.

2. Comprend 125 millions de dollars pour les Fonds d'appui technologique au développement durable financés par Environnement Canada.

3. Comprend 100 millions de dollars pour les Fonds d'appui technologique au développement durable financés par Environnement Canada.

Note(s) : En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas toujours à l'addition de leurs composantes.

Tableau 5-2
Dépenses de l'administration fédérale en activités scientifiques connexes — Selon les principaux¹ ministères et organismes

	2003-2004	2004-2005	2005-2006 ^f	2006-2007 ^f	2007-2008 ^p
	millions de dollars				
Total	3 303	3 480	3 407	3 600	3 467
Affaires étrangères et commerce international Canada	45	31	68	59	53
Agence canadienne de développement international	304	330	288	360	339
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	30	35	32	30
Agence de santé publique du Canada	...	26	28	29	35
Agence du revenu Canada	10	9	13	13	13
Agence Parcs Canada	102	109	79	78	78
Agence spatiale canadienne	13	13	14	17	17
Agriculture et agro-alimentaire Canada	82	94	27	28	29
Banque du Canada	41	40	44	47	49
Bibliothèque et archives Canada	...	83	100	94	94
Centre de recherches pour le développement international	23	26	28	31	34
Conseil de recherches en sciences humaines	58	79	97	109	107
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	95	102	110	112	116
Conseil national de recherches du Canada	79	102	68	68	68
Défense nationale	121	134	85	84	107
Environnement Canada	512	466	443	385	369
Finance	28	31	31	30	32
Industrie Canada	59	99	102	72	80
Musée canadien de la nature	28	27	30	59	84
Musée canadien des civilisations	122	121	73	77	77
Musée des beaux-arts du Canada	43	47	49	48	47
Musée des sciences et de la technologie Canada	34	44	33	32	36
Pêches et Océans Canada	212	216	214	199	198
Ressources naturelles Canada	232	254	261	256	277
Santé Canada	229	229	242	268	288
Société canadienne d'hypothèques et de logement	22	23	26	24	26
Statistique Canada	562	589	684	826	622
Total des principaux ministères	3 086	3 354	3 272	3 437	3 305
Autres	217	126	135	163	162

1. Représentent les ministères et organismes qui ont les dépenses les plus élevées durant les trois dernières années.

Note(s) : En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas toujours à l'addition de leurs composantes.

Tableau 6-1
Dépenses intra-muros de l'administration fédérale en activités scientifiques et technologiques — Selon l'activité

	2003-2004	2004-2005	2005-2006 ^f	2006-2007 ^f	2007-2008 ^p
	millions de dollars				
Science et technologie	4 579	4 685	5 024	5 062	4 973
Recherche et développement	2 083	2 084	2 414	2 298	2 338
Dépenses courantes	1 655	1 662	1 983	1 868	1 906
Administration des programmes extra-muros	257	269	285	281	296
Dépenses en immobilisations	172	152	146	149	136
Activités scientifiques connexes	2 496	2 601	2 610	2 764	2 635
Collecte de données	1 393	1 479	1 588	1 637	1 451
Services de renseignements	584	587	588	664	709
Études et services spéciaux	311	326	304	321	337
Aide à l'éducation	7	7	1	1	1
Administration des programmes extra-muros	57	58	59	63	65
Dépenses en immobilisations	145	146	70	78	73

Note(s) : En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas toujours à l'addition de leurs composantes.

Tableau 6-2
Dépenses intra-muros de l'administration fédérale en activités scientifiques et technologiques — Selon les principaux ministères et organismes

	2003-2004	2004-2005	2005-2006 ^r	2006-2007 ^r	2007-2008 ^p
	millions de dollars				
Total	4 579	4 685	5 024	5 062	4 973
Agence canadienne de développement international	22	24	25	27	26
Agence canadienne d'inspection des aliments	47	45	53	51	51
Agence de santé publique du Canada	...	38	51	53	57
Agence du revenu Canada	10	9	13	13	13
Agence Parcs Canada	101	107	77	76	76
Agence spatiale canadienne	105	112	145	123	187
Agriculture et agro-alimentaire Canada	316	328	325	331	332
Banque du Canada	69	68	70	74	77
Bibliothèque et archives Canada	...	80	97	92	91
Centre de recherches pour le développement international	42	42	48	52	57
Conseil de recherches en sciences humaines	23	25	25	26	25
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	38	42	43	48	46
Conseil du trésor	44	32	41	50	52
Conseil national de recherches du Canada	643	656	696	645	612
Défense nationale	205	246	277	302	267
Développement économique Canada (régions du Québec)	8	13	19	18	16
Énergie atomique du Canada limitée	168	141	172	118	161
Environnement Canada	533	506	610	531	510
Finance	28	31	31	30	32
Industrie Canada	98	110	115	117	122
Instituts de recherche en santé du Canada	45	54	54	53	53
Musée canadien de la nature	31	30	34	63	88
Musée canadien des civilisations	127	127	80	83	83
Musée des beaux-arts du Canada	54	59	62	60	59
Musée des sciences et de la technologie Canada	34	44	33	32	36
Pêches et Océans Canada	280	276	275	256	254
Ressources naturelles Canada	456	458	457	446	482
Santé Canada	280	258	263	307	329
Société canadienne d'hypothèques et de logement	26	26	28	28	31
Statistique Canada	581	609	702	842	641
Transport Canada	15	13	11	13	8
Total des principaux ministères	4 429	4 609	4 932	4 959	4 872
Autres	150	76	92	103	101

1. Représentent les ministères et organismes qui ont les dépenses les plus élevées durant les trois dernières années.

Note(s) : En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas toujours à l'addition de leurs composantes.

Tableau 7

Dépenses intra-muros de l'administration fédérale en recherche et développement selon les principaux¹ ministères et organismes

	2003-2004	2004-2005	2005-2006 ^r	2006-2007 ^r	2007-2008 ^p
	millions de dollars				
Total	2 083	2 084	2 414	2 298	2 338
Agence canadienne d'inspection des aliments	17	15	18	19	22
Agence de santé publique du Canada	...	23	28	29	30
Agence spatiale canadienne	95	101	133	108	172
Agriculture et agro-alimentaire Canada	238	236	302	307	307
Banque du Canada	28	28	26	27	28
Conseil de recherches en sciences humaines	14	15	17	18	17
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	33	36	38	42	40
Centre de recherches pour le développement international	28	28	33	35	39
Conseil national de recherches du Canada	564	554	629	578	544
Défense nationale	167	202	257	279	238
Développement économique Canada (régions du Québec)	5	9	14	14	11
Énergie atomique du Canada limitée	168	141	172	118	161
Environnement Canada	187	182	220	191	183
Fondation canadienne pour l'innovation	10	8	10	12	12
Industrie Canada	43	44	47	48	46
Instituts de recherche en santé du Canada	45	53	53	52	52
Musée des beaux-arts du Canada	11	12	12	12	12
Pêches et Océans Canada	68	72	77	73	72
Ressources naturelles Canada	231	213	218	212	229
Santé Canada	75	51	46	59	57
Société canadienne d'hypothèques et de logement	7	7	7	9	10
Statistique Canada	20	21	19	17	20
Total des principaux ministères	2 052	2 048	2 376	2 259	2 302
Autres	31	36	38	39	36

1. Représentent les ministères et organismes qui ont les dépenses les plus élevées durant les trois dernières années.

Note(s) : En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas toujours à l'addition de leurs composantes.

Méthodologie

Le gouvernement fédéral est l'un des principaux bailleurs de fonds en sciences et technologie au Canada. Le présent rapport fournit des renseignements sur les dépenses et les ressources humaines des ministères et des organismes fédéraux en science et technologie (S-T). Les données ont été regroupées afin de servir de document de référence pour les gestionnaires de programmes, les fonctionnaires, les médias et le grand public. On présente la répartition de ces ressources pour les cinq dernières années.

Les données sont recueillies dans le cadre de l'enquête sur les Dépenses et main-d'oeuvre scientifiques fédérales. Cette enquête porte sur les dépenses passées, courantes et proposées (prévisionnelles / provisoires) des différents ministères et organismes en science et technologie (S-T) pour les sciences naturelles et les sciences sociales. Pour réduire le fardeau de réponse, aider à la vérification et produire des données comparables aux fins de la planification des politiques et de l'évaluation des programmes, l'enquête est conçue de façon à correspondre le plus possible au système d'estimations budgétaires utilisé par le gouvernement fédéral. Ainsi, le questionnaire porte sur la même période que les estimations budgétaires : les dépenses réelles pour le dernier exercice (2005-2006); les dépenses prévues pour l'exercice courant (2006-2007); ainsi que les estimations proposées (prévisionnelles / provisoires) pour le prochain exercice (2007-2008) (qui figurent aussi dans les comptes publics).

Plus de 55 ministères et organismes de l'administration fédérale exécutent des activités scientifiques et technologiques (S-T) ou disposent de crédits budgétaires pour les financer. Outre les dépenses découlant des budgets de programmes, d'autres coûts additionnels doivent être inclus pour obtenir un aperçu global des ressources consacrées aux activités scientifiques et technologiques (S-T). Il s'agit notamment des autres sources de financement et des autres coûts des S-T qui sont définis ci-dessous :

Les transferts nets aux programmes par d'autres ministères et organismes fédéraux;

Les revenus de sources externes, comme l'industrie et les administrations provinciales;

Les autres coûts : les coûts hors-programmes (coûts indirects) sont des coûts qui ne font pas partie des budgets des programmes scientifiques et comprennent les services fournis par d'autres ministères, comme :

- les locaux fournis par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et le ministère responsable;
- la part de l'employeur des cotisations à l'assurance-emploi et à l'assurance-maladie payée par le Conseil du Trésor;
- les allocations versées aux employés en vertu des dispositions législatives sur les accidents du travail par Ressources humaines et Développement social;
- le coût des services juridiques fournis par le ministère de la Justice;
- le coût de la délivrance de chèques par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada;

Les coûts indirects sont inclus dans les totaux pour les ministères; toutefois, ils n'ont pas été inclus dans les dépenses ventilées selon les objectifs socio-économiques.

Selon la convention internationale, les dépenses en activités scientifiques et technologiques (S-T) sont classées en deux domaines : sciences naturelles et génie (SNG) et sciences sociales et humaines (SSH). Chacun de ces deux domaines est subdivisé en activités : recherche et développement (R-D) et activités scientifiques connexes (ASC). L'administration fédérale peut choisir de se livrer à des activités de S-T dans ses propres laboratoires (dépenses intra-muros) ou de payer un organisme extérieur (dépenses extra-muros). Les données contenues dans ce document portent sur les activités de S-T financées par l'administration fédérale au titre de la R-D et

des ASC. On peut aussi y distinguer les différents organismes d'exécution : activités intra-muros effectuées par l'État ou extra-muros par les entreprises commerciales (industrie), les universités, les administrations provinciales et municipales, les institutions canadiennes sans but lucratif et d'autres organismes d'exécution canadiens et étrangers. On trouvera une définition de ces termes dans la section des notes techniques. Les sociétés de la Couronne qui ont une fonction industrielle ne sont pas incluses. Elles sont considérées comme des entreprises commerciales et leurs dépenses agrégées figurent dans la publication de Statistique Canada intitulée *Recherche et développement industriels* (n° 88-202-XIF au catalogue).

Nous avons consacré beaucoup d'efforts afin d'assurer une continuité de la collecte des données statistiques. Ceci a pour objectif l'étude et l'analyse de l'évolution et les répercussions des activités scientifiques et technologiques. Nous remercions sincèrement les ministères et les organismes de l'effort déployé pour fournir des renseignements exacts et complets.

Notes techniques

Portée et limites des données

Les données sur les dépenses pour les activités scientifiques contrôlées par les ministères et organismes fédéraux fournies dans le présent document correspondent aux dépenses budgétaires, par programme, contenues dans le Budget principal des dépenses soumis à l'approbation du Parlement. Les coûts ou les dépenses non budgétaires qui suivent ne sont pas inclus :

- les avances et les dotations en capital relatifs aux sociétés d'État ; les prêts ou les avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organismes internationaux ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.

Fiabilité des données

Toutes les sources possibles d'erreur ont été examinées. Les définitions ont été tirées du Répertoire de méthodes d'évaluation des erreurs dans les recensements et les enquêtes, Statistique Canada, n° 13-564F au catalogue.

- On procède à un recensement exhaustif des ministères et organismes fédéraux qui exécutent des activités scientifiques.
- La conséquence de ce recensement est que les erreurs dues à la couverture et non réponse sont minimales.
- Statistique Canada ne fait aucun échantillonnage, codage ou imputation pour cet exercice.

Saisie des données

Dans un recensement ou une enquête, la saisie des données consiste à convertir les données des questionnaires (autrement dit, les réponses des répondants) ou les feuilles de codage sous une forme que l'ordinateur pourra lire.

Toute la saisie des données relatives à la statistique des sciences se fait manuellement sur terminal d'ordinateur.

Il est peu vraisemblable que d'importantes erreurs de saisie des données ne soient pas corrigées, étant donné le nombre de totalisations et de listes qui sont préparés pour l'analyse des données et qui sont examinés avant que les tableaux à publier ne soient établis. On estime que de telles erreurs entraînent des variations inférieures à 1 % dans l'établissement des dépenses.

Vérification

La méthode de vérification consiste habituellement à :

- vérifier chaque zone de chaque document pour s'assurer qu'elle comporte un code ou une inscription acceptable ;

- vérifier les codes ou les inscriptions de certaines combinaisons prédéterminées de zones pour s'assurer que ces codes ou ces instructions ne sont pas contradictoires. Même si l'on procède à certaines vérifications, tous les dossiers qui sont rejetés à ce niveau sont corrigés, après étude par les vérificateurs.

Définitions

Portée et limites des données

Selon la convention internationale, les dépenses en activités scientifiques et technologiques (S-T) sont classées en deux domaines : sciences naturelles et génie (SNG) et sciences sociales et humaines (SSH). Chacun de ces deux domaines est subdivisé en activités : recherche et développement (R-D) et activités scientifiques connexes (ASC). L'administration fédérale peut choisir de se livrer à des activités de S-T dans ses propres laboratoires (dépenses intra-muros) ou de payer un organisme extérieur (dépenses extra-muros). Les données contenues dans ce document portent sur les activités de S-T financées par l'administration fédérale au titre de la R-D et des ASC. On peut aussi y distinguer les différents organismes d'exécution : activités intra-muros effectuées par l'État ou extra-muros par les entreprises commerciales (industrie), les établissements d'enseignement supérieur, les administrations provinciales et municipales, les institutions canadiennes sans but lucratif et d'autres organismes d'exécution canadiens et étrangers.

Définition applicables aux sciences naturelles et génie et sciences sociales et humaines

Recherche scientifique et développement expérimental (R-D)

Les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances scientifiques et techniques ainsi que l'utilisation de celle-ci pour de nouvelles applications.

La caractéristique principale de la R-D doit comporter un élément important de nouveauté et d'incertitude. Nouveauté recherchée surtout au niveau des connaissances, des produits et des procédés. Ces nouvelles connaissances comprennent l'incorporation de nouveaux renseignements aux hypothèses existantes, la formulation et la vérification de nouvelles hypothèses ou la réévaluation d'observations déjà faites.

Un projet en R-D présente en général trois points particuliers :

- un élément important d'incertitude, de nouveauté et d'innovation ;
- un schéma de projet bien conçu ;
- un compte rendu des modalités et des résultats de ce projet.

Les activités scientifiques connexes (ASC)

Les activités qui complètent et élargissent le champ de la R-D en contribuant à la création, à la diffusion et à l'application des connaissances scientifiques et technologiques.

Exécution intra-muros

L'exécution intra-muros englobe les dépenses touchant les activités scientifiques menées par le personnel interne des services faisant partie du programme; l'acquisition connexe de terres, d'immeubles, d'appareils et d'équipement nécessaires aux activités scientifiques; l'administration des activités scientifiques par les employés du programme; l'achat de biens et services nécessaires aux activités scientifiques internes.

Les dépenses intra-muros inscrites pour les activités scientifiques sont les coûts directs, incluant les salaires, dérivés des programmes scientifiques. Ces coûts devraient comprendre une partie des contributions du programme au régime d'avantages sociaux des employés (par exemple : pension de retraite) qui s'applique au personnel scientifique au sein du programme.

Les coûts ne faisant pas partie du programme (« frais indirects ») comme la valeur des services fournis gratuitement par d'autres ministères ainsi que des locaux fournis par le programme concerné n'entrent pas dans cette catégorie. Les coûts qui faisant partie du programme comme les frais d'administration et de finance devraient être inclus dans une proportion des dépenses S-T.

Exécution extra-muros

La gestion et la conduite d'une activité de S-T sont confiées à un organisme non fédéral. Les six secteurs d'exécution extra-muros utilisés par l'administration fédérale dans les enquêtes sur les dépenses de S-T sont les suivants :

Entreprises commerciales

Ce secteur englobe les entreprises commerciales et publiques, y compris les services publics et les sociétés d'État et fréquemment désigné comme le secteur de l'industrie. Y compris aussi les experts - conseils qui fournissent un service en science et en génie. Les instituts de recherche industrielle situés dans des universités canadiennes relèvent du secteur d'enseignement supérieur.

Enseignement supérieur

Englobe toutes les universités, tous les instituts de technologie ainsi que les autres établissements postsecondaires, quels que soient l'origine de leurs ressources financières et leur statut juridique. Il comprend aussi tous les instituts de recherche, les stations d'essais et les cliniques qui travaillent sous le contrôle direct des établissements d'enseignement supérieur, ou qui sont administrés par ces derniers, ou rattachés à eux.

Institutions canadiennes sans but lucratif

Fondations, organismes sanitaires bénévoles, sociétés scientifiques et professionnelles et autres organismes sans but lucratif. Les institutions sans but lucratif travaillant surtout pour un autre secteur ou contrôlés par celui-ci devraient entrer dans la catégorie de ce dernier.

Administrations provinciales et municipales

Les ministères et les organismes de ces administrations. Les entreprises gouvernementales telles les services publics provinciaux sont classées dans le secteur « entreprises commerciales », et les hôpitaux dans le secteur institution sans but lucratif.

Exécutants étrangers

Tous les gouvernements étrangers, les sociétés étrangères (y compris les filiales étrangères des sociétés canadiennes), les organismes internationaux, les étrangers non résidents et les Canadiens étudiant ou enseignant à l'étranger.

Autres exécutants

Ce secteur englobe les particuliers ou les organismes ne relevant d'aucun des secteurs susmentionnés. Il comprend en particulier les conseils et fondations de recherche des provinces.

Type de paiement

Contrats

Versements à des organismes ou à des particuliers ne faisant pas partie du gouvernement fédéral pour les travaux de S-T menés par le récipiendaire ou en vue de fournir un appui à un programme scientifique interne du gouvernement fédéral.

Subventions et contributions

Subventions versées à des organismes ou à des particuliers pour des travaux de S-T qui profiteront aux bénéficiaires, plutôt que d'apporter au personnel du programme des biens, des services ou de l'information.

Bourses de recherche

Subventions accordées à des particuliers pour une formation avancée en recherche et pour l'acquisition d'expérience. Les sommes consacrées principalement à défrayer les bénéficiaires du coût des études entreprises doivent être inscrites comme « aide à l'éducation ».

Objectifs socio-économiques

Les objectifs socio-économiques permettent aux ministères de classer l'allocation des ressources en S-T selon l'intention fixée pour les dépenses. Les objectifs apparaissent sur le questionnaire au plus haut niveau d'agrégation avec des sous-niveaux pour la clarification des catégories. Il est arrivé souvent que certains projets présentent des applications multiples. Les dépenses pour ces projets devraient être imputées sur les domaines les plus prioritaires et il faut éviter de les « compter deux fois ».

Les objectifs sont basés sur la Nomenclature pour l'analyse et la comparaison des budgets et des programmes scientifiques qui sont produits par l'office statistique des communautés européennes (Eurostat).

• Exploration et exploitation du milieu terrestre

Les activités scientifiques dont les objectifs sont liés à l'exploration de la croûte et de l'enveloppe terrestres, des mers, des océans et de l'atmosphère, ainsi que les activités scientifiques sur leur utilisation. Les activités scientifiques climatologiques et météorologiques ainsi que l'exploration polaire et l'hydrologie sont également incluses.

• Infrastructures et aménagement du territoire

Les activités scientifiques dans le domaine des infrastructures et de l'aménagement du territoire, ainsi que dans celui de la construction des bâtiments. D'une manière générale, cet objectif comprend toute recherche scientifique se rapportant à l'organisation générale du territoire. Il couvre aussi la protection de celui-ci contre les effets nuisibles de l'aménagement des espaces urbains et ruraux. Il ne comprend pas les activités scientifiques relatives à d'autres types de pollution.

• Pollution et protection de l'environnement

Couvre les recherches relatives à la lutte contre la pollution, axées sur l'identification et l'analyse des sources de pollution et leurs causes, et les substances polluantes de tous ordres, y compris leur diffusion et leurs effets sur l'homme, sur les espèces vivantes (faune, flore, micro-organismes) et sur la biosphère. Cet objectif comprend les recherches de développement d'installations de contrôle pour la mesure de tout type de pollution, ainsi que pour l'élimination et la prévention de tout type de pollution dans tous les biotopes.

• Santé publique

Comprend la recherche scientifique visant à protéger, promouvoir et rétablir la santé publique au sens le plus large, c'est-à-dire y compris également les aspects sanitaires de la nutrition et de l'hygiène alimentaire. Il couvre un domaine qui va de la médecine préventive, y compris tous les aspects de la médecine et de la chirurgie curatives tant au plan individuel que collectif, et de la fourniture des soins en milieu hospitalier et à domicile, à la médecine sociale, à la pédiatrie et à la gériatrie.

• Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie

Comprend les activités scientifiques relatives à la production, au stockage, au transport, à la distribution et à l'utilisation rationnelle de toutes les formes d'énergie. Il englobe également les activités scientifiques relatives

aux procédés permettant d'accroître le rendement de la production et de la distribution d'énergie, ainsi que celles visant aux économies d'énergie.

- **Production et technologie agricoles**

Couvre toutes les activités scientifiques visant à promouvoir les activités de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et des produits alimentaires. Il comprend les recherches scientifiques sur les engrais chimiques, les biocides, la lutte biologique et la mécanisation agricole, les études traitant de l'influence sur l'environnement des activités agricoles et sylvicoles, ainsi que les activités scientifiques visant à développer la productivité et la technologie des produits alimentaires.

- **Production et technologie industrielles**

Couvre les activités scientifiques sur l'amélioration de la productivité et de la technologie industrielles. Il comprend les activités scientifiques sur les produits industriels et sur les procédés de production dans la mesure où elles ne font pas partie des effets de suite d'autres objectifs (par exemple, défense, espace, énergie, agriculture).

- **Structures et relations sociales**

Couvre les activités scientifiques portant sur des objectifs sociaux, analysé notamment par les sciences sociales et humaines, qui n'ont pas de liens évidents avec d'autres objectifs. L'analyse en question englobe les aspects qualitatifs, quantitatifs, organisationnels et prospectifs des problèmes de comportement.

- **Exploration et exploitation de l'espace**

Couvre l'ensemble des activités scientifiques civiles dans le domaine de la technologie spatiale. Les activités scientifiques à finalité militaire sont classées à l'objectif de la « Défense ». (Si la recherche spatiale civile n'est généralement pas axée sur un objectif spécifique, elle n'en est pas moins entreprise dans un but déterminé, par exemple, l'extension des connaissances (astronomie) ou la réalisation d'applications particulières (satellites de télécommunications).

- **Recherches non orientées**

Couvre les activités fondamentales motivées par une curiosité scientifique avec l'objectif d'élargir le domaine des connaissances scientifiques. Il comprend aussi le financement des études et bourses de deuxième ou troisième cycle.

- **Autres recherches civiles**

Couvre les activités scientifiques civiles ne pouvant pas (encore) être classées dans un objectif particulier.

- **Défense**

Couvre les activités scientifiques dans le domaine militaire. Il inclut la recherche fondamentale et la recherche nucléaire et spatiale sur fonds des ministères de la Défense. Il y a lieu de classer avec les objectifs concernés les activités scientifiques civiles sur fonds des ministères de la Défense, par exemple dans le domaine de la météorologie, des télécommunications et de la santé.

Personnel

Les dépenses intra-muros devraient être exprimées à partir de données sur le personnel allouées aux activités scientifiques et technologiques effectuées par tous les employés concernés.

Scientifique et professionnel

Les employés qui occupent des postes exigeant au moins un diplôme universitaire ou qui sont membres d'un ordre professionnel reconnu à l'échelle nationale et les employés possédant une expérience équivalente.

Technique

Les employés qui occupent des postes exigeant une formation professionnelle ou technique spécialisée d'un niveau supérieur au secondaire (par exemple, dans les collèges communautaires et les instituts techniques) et les employés possédant une expérience équivalente.

Autre

Les employés de bureau, les secrétaires, les agents d'administration, le personnel d'exploitation et les autres employés de soutien.

En ce qui concerne les ressources en personnel, deux mises en garde sont nécessaires :

- lorsque les activités en S-T forment seulement une partie d'un programme, on n'inscrit que le personnel auxiliaire rattaché aux activités en S-T, sur une base proportionnelle ;
- chaque fois que le soutien financier et administratif est fourni par un autre programme, ce soutien est considéré comme une partie des ressources de S-T du programme visé.

Équivalents temps plein (ÉTP)

Mesure du temps réellement consacré aux activités scientifiques. Un employé qui se livre à des activités scientifiques pendant six mois représente l'équivalent temps plein de 0,5. Les données inscrites sur le personnel devraient correspondre aux données sur les dépenses.

Administration des programmes extra-muros (APE)

L'APE identifie les ÉTPs s'occupant de l'administration des contrats, des subventions et des contributions au titre d'activités scientifiques menées à l'extérieur de l'administration fédérale. Ces ÉTPs sont réparties selon le genre d'activité scientifique visée, c'est-à-dire la R-D ou les ASC.

Définitions spécifiques aux sciences naturelles et génie

Les sciences naturelles englobent toutes les disciplines relevant de la compréhension, de l'exploration, de l'évolution ou de l'utilisation du monde matériel. Elles comprennent le génie, les mathématiques, les sciences biologiques et physiques.

Les activités scientifiques connexes (ASC)

Les genres d'activités scientifiques connexes, pour les sciences naturelles et génie sont énumérés ci-dessous :

Collecte de données scientifiques

Rassemblement, traitement et analyse de données portant sur des phénomènes naturels. Ces données proviennent généralement d'enquêtes, d'analyses usuelles en laboratoire ou de simples compilations de fiches opérationnelles.

Le coût de la collecte des données pour un programme de recherche en cours ou proposé entre dans les frais de recherche. De la même façon, les coûts d'analyse de données existantes faisant partie d'un projet de recherche constituent des frais de R-D, même si les données ont tout d'abord été rassemblées à d'autres fins. De même, on considère comme activité de recherche toute mise au point de nouvelles techniques de la collecte de données. Les relevés de données géologiques, hydrographiques, océanographiques et topographiques sont des exemples de collecte de renseignements scientifiques, tout comme les observations astronomiques, la maintenance de dossiers météorologiques et les relevés d'informations sur la faune et les poissons.

Services de renseignements

Tout travail se rapportant à l'inscription, à la classification, à la traduction et à la diffusion d'information scientifique et technologique et les musées. Ceci comprend le fonctionnement des bibliothèques scientifiques et techniques, les services consultatifs et de renseignements scientifiques et technologique, le Bureau des brevets, la publication de journaux et de monographies scientifiques ainsi que l'organisation de conférences scientifiques. Cette catégorie comprend également les subventions utilisées pour la publication de travaux scientifiques théoriques.

Cette catégorie ne comprend pas les services d'information générale ni les services d'information du grand public telles les bibliothèques d'ordre général des ministères et les bibliothèques publiques. Lorsqu'il existe des budgets distincts, les frais encourus par les bibliothèques appartenant à des établissements s'intéressants par ailleurs à une tout autre activité, telle la R-D, doivent être imputés aux services de renseignements. Les frais d'impression et de diffusion des rapports portant sur une autre activité, par exemple, de la R-D, sont normalement imputables à cette activité.

Sous-catégorie comprise dans les services de renseignements :

- **Musées**

Rassemblement, inventaire et expositions d'objets faisant partie de monde matériel ou représentation de phénomènes naturels. Cette activité constitue un essai systématique visant à protéger et à présenter les richesses du monde des sciences naturelles : d'une certaine façon, on pourrait même dire qu'elle représente une prolongation des services de renseignements. Cette catégorie comprend les activités scientifiques liées aux musées d'histoire naturelle, aux jardins zoologiques et botaniques, aux aquariums, aux planétariums et aux réserves naturelles. Cette catégorie ne comprend pas les parcs qui ne sont pas avant tout des réserves pour certaines espèces de la faune ou de la flore. Dans tous les cas, sont exclus les frais des services et des divertissements offerts aux visiteurs (par ex. restaurants, jardins des enfants et musées).

Lorsqu'un musée s'intéresse non seulement à l'histoire naturelle, mais également aux divers aspects de l'activité culturelle sur le plan humain, les ressources de ce musée devraient se partager entre les sciences naturelles, et sociales. Toutefois, les musées des sciences et de la technologie, de la guerre, etc., qui exposent des objets artificiels ou synthétiques et peuvent aussi illustrer l'activité des « lois » qui régissent le domaine scientifique, devraient être classés dans la catégorie des musées des sciences sociales.

Études et services spéciaux

Travaux visant l'établissement de normes nationales et provinciales applicables aux matériaux, aux dispositifs, aux produits et aux procédés; calibrage de normes secondaires; essais qualitatifs spéciaux; études de faisabilité et projets pilotes.

Études et services spéciaux comprennent les sous-catégories suivantes:

- **Essai et normalisation**

Travail réalisé dans le but d'établir des normes nationales et internationales pour les matériaux, appareils, produits et procédés ou le calibrage des normes secondaires et de préparer les essais de qualité spéciaux. La mise au point de nouvelles mesures de normalisation ou de nouvelles méthodes de mesure ou d'essai constitue de la R-D et devrait être considérée comme telle. La catégorie ne comprend pas les essais usuels comme le contrôle des niveaux de radioactivité ou les essais pédologiques avant la construction.

- **Études de faisabilité**

Études techniques de projets innovateurs en génie, visant à fournir des renseignements supplémentaires nécessaires à la prise de décisions touchant la mise en application. On retrouve en outre, dans cette catégorie, les projets témoins. Ceux-ci comprennent la mise en oeuvre, à l'issue de la R-D, d'installations ou de procédés ou encore prototypes visant à fournir des données supplémentaires sur des facteurs tels les frais, les caractéristiques

opérationnelles, la demande du marché et l'accueil réservé par le public. Les projets connus sous le nom de « projets témoins », s'ils sont conformés à la définition de la R-D, doivent être considérés comme telle. Lorsqu'une installation ou un procédé vise surtout à assurer un service ou un revenu plutôt qu'à apporter un témoignage, on ne doit plus les ranger parmi les études de faisabilité. Seuls les frais **nets** de tous les projets témoins devraient être pris en considération.

Aide à l'éducation

Subventions versées à des particuliers (ou à des institutions au nom de particuliers) dans le but d'aider les étudiants à parfaire leur formation universitaire dans le domaine des sciences naturelles ou en technologie. Cette catégorie ne comprend pas les subventions générales d'établissement ou d'exploitation. Cette activité comprend l'appui aux étudiants étrangers pour la poursuite d'études en sciences naturelles dans les maisons d'enseignement canadiennes ou étrangères. Les subventions visant surtout à appuyer la recherche menée par des particuliers dans des universités, sont des subventions en R-D ou des bourses de recherche.

Définition spécifiques aux sciences sociales et humaines

Le domaine des sciences sociales et humaines (SSH) comprend les sciences sociales et humaines et englobe donc toutes les disciplines qui comprennent l'étude des actions et des situations humaines ainsi que les mécanismes sociaux, économiques et institutionnels touchant l'être humain. En font partie des disciplines telles l'anthropologie, l'administration des entreprises et le commerce, les communications, la criminologie, la démographie, l'économie, la géographie, l'histoire, les langues, la littérature et la linguistique, le droit, la bibliothéconomie, la philosophie, les sciences politiques, la psychologie, les sciences religieuses, le service social, la sociologie ainsi que les études urbaines et régionales.

Les activités scientifiques connexes (ASC)

Les genres d'activités scientifiques connexes, pour les sciences sociales et humaines sont énumérés ci-dessous :

Collecte de données générales

Rassemblement, traitement, classement, analyse et publication d'information concernant des phénomènes humains, en se servant d'études, de recherches courantes et spéciales ainsi que de la compilation des données existantes. Cela ne comprend pas la collecte de données dans un but d'administration interne (par exemple, les statistiques sur le personnel du ministère) ni le rassemblement de données qui font partie d'un projet en R-D.

Le coût de la collecte des données pour un programme de recherche en cours ou proposé entre dans les frais de recherche. De la même façon, les coûts d'analyse de données existantes faisant partie d'un projet de recherche constituent des frais de R-D, même si les données ont tout d'abord été rassemblées à d'autres fins. De même, on considère comme activité de recherche toute mise au point de nouvelles techniques de la collecte de données. Au nombre de ces établissements, on retrouve les bureaux de statistique des gouvernements canadiens et les sections de statistiques des ministères et des organismes. Les déboursés et le personnel des services dont la principale activité est la R-D doivent être réservés à la R-D; les bibliothèques spécialisées disposant de budgets distincts doivent relever des services de renseignements.

Services de renseignements

Tout travail se rapportant à l'inscription, à la classification, à la traduction et à la diffusion d'information scientifique et technologique et les musées. Ceci comprend le fonctionnement des bibliothèques scientifiques et techniques, les services consultatifs et de renseignements scientifiques et technologiques, le Bureau des brevets, la publication de journaux et de monographies scientifiques ainsi que l'organisation de conférences scientifiques. Cette catégorie comprend également les subventions utilisées pour la publication de travaux scientifiques théoriques.

Cette catégorie ne comprend pas les services d'information générale ni les services d'information du grand public telles les bibliothèques d'ordre général des ministères et les bibliothèques publiques. Lorsqu'il existe des budgets distincts, les frais encourus par les bibliothèques appartenant à des établissements s'intéressant par ailleurs à une tout autre activité, telle la R-D, doivent être imputés aux services de renseignements. Les frais d'impression et de diffusion des rapports portant sur une autre activité, par exemple, de la R-D, sont normalement imputables à cette activité.

Sous-catégorie comprise dans les services de renseignements :

- **Musées**

Rassemblement, inventaire et expositions d'objets et de reproductions liées à l'histoire, à l'organisation sociale et aux créations de l'humanité. Cette activité a pour but de conserver et de présenter systématiquement les travaux des êtres humains et de renseigner sur leurs travaux, son histoire et sa nature. Cette catégorie comprend les activités scientifiques des musées historiques, les expositions archéologiques et les galeries d'art. Dans tous les cas, sont exclus les frais des services et des divertissements offerts aux visiteurs (par ex. restaurants, jardins des enfants et musées).

Lorsqu'un musée s'intéresse également aux sciences naturelles, ses activités devraient se partager entre les sciences naturelles et sociales. Cependant, les musées des sciences et de la technologie, et les musées de guerre, etc., qui exposent des objets artificiels ou synthétiques et qui illustrent parfois même le fonctionnement de certaines techniques, devraient être classés dans la catégorie des musées consacrés aux sciences sociales.

Études et services spéciaux

Recherches systématiques entreprises dans le but de fournir des renseignements nécessaires à la planification, à l'élaboration ou à l'orientation de politiques. Cette catégorie comprend également les projets-pilotes.

Ce genre de travail est habituellement exécuté par des services spécialisés au sein de certains ministères, des experts-conseils, des commissions royales d'enquête et des groupes d'étude. Cette activité ressemble à la R-D du fait qu'elle peut demander des analyses innovatrices et une très grande compétence scientifique ; cependant, cette activité ne vise pas le développement des connaissances humaines, mais plutôt l'élaboration de solutions précises à des problèmes déterminés (en général, pressants, assez bien circonscrits et, peut-être temporaires). Les opérations journalières n'appartiennent pas normalement à cette catégorie (c.-à-d. les documents administratifs conservés par les ministères de l'Éducation), mais certains projets spéciaux peuvent en faire partie.

Études et services spéciaux comprennent les sous-catégories suivantes :

- **Études sur l'économie et la faisabilité**

Enquêtes portant sur les caractéristiques socio-économiques et l'incidence de certaines situations. Ces études se limitent habituellement à un problème particulier et comprennent la mise en application de techniques et de méthodologies établies dans le domaine des sciences sociales.

- **Études sur les opérations et la politique**

Analyse et évaluation des programmes, des politiques, des opérations et des activités du ministère, les activités des services qui s'occupent en permanence de l'analyse et de la surveillance de phénomènes externes (par exemple, les statistiques touchant les économies étrangères, l'information concernant la défense et la sécurité), de même que les études visant à fournir de l'information qui servira de base à l'élaboration d'une politique. Le travail est mené par des services spécialisés dans certains ministères, des experts-conseils, des commissions royales d'enquête et des groupes d'études.

Aide à l'éducation

Subventions versées à des particuliers (ou à des institutions au nom de particuliers) dans le but d'aider les étudiants à poursuivre leurs études post-secondaires dans le domaine des sciences sociales. Cette catégorie ne comprend pas les subventions générales accordées à des établissements d'enseignement. Cette activité comprend l'appui aux étudiants étrangers pour la poursuite d'études en sciences sociales dans des maisons d'enseignement canadiennes ou étrangères. Les subventions visant surtout à appuyer la recherche menée par des particuliers dans des universités sont des subventions en R-D ou des bourses de recherche.